

## Trump ou l'illusion dévastatrice du fake leadership

Le *strong leadership* promis ne fut que rhétorique stérile, désarmant l'Occident au pire moment, face aux risques nucléaires et terroristes. Un nihilisme stratégique qui nous dirige droit vers les pires périls...



Donald Trump en 1976 à Prescott Valley (Arizona) – Photographe : Gage Skidmore - © Gage Skidmore – Libre de droits – Creative Commons

Les Etats-Unis d'Amérique tirent leur puissance de leur ouverture au monde.

Cette réalité s'impose à quiconque souhaite gouverner ce pays si particulier. Depuis 1941, pas un seul président américain, démocrate ou républicain, superstar internationale comme Kennedy et Obama, ou croque-mitaine du moment à l'instar de Nixon et Bush Junior, ne commit l'erreur stratégique de poursuivre une politique en contradiction avec cette situation de fait, propre à toute nation au sommet de l'ordre international.

Pas un seul président... ou presque !

Les caprices de l'histoire ont en effet voulu qu'à la surprise générale, les Américains ont en 2016 porté au pouvoir, de manière légale mais minoritaire, un chef d'entreprise sans expérience politique, convaincu que les Etats-Unis payaient trop pour le reste du monde, et qu'ils étaient suffisamment forts pour prospérer par eux-mêmes.

Malgré son impulsivité et son comportement erratique, Donald Trump aura finalement été d'une constance des plus surprenantes dans sa détermination à mettre en œuvre durant ses quatre années d'exercice du pouvoir, cette logique de repli, avec pour traductions, sur le plan économique, **le protectionnisme**, et sur le plan de la politique extérieure, **l'isolationnisme** par la voie du désengagement unilatéral.



## *Pente glissante nucléaire de Moscou à Pyongyang*

Nous ne nous en rendons pas forcément compte pour l'instant, mais cette obstination, qui demeure le fait d'un seul homme et non d'une nation dans son ensemble, nous désarme dans bien des cas face aux menaces les plus sombres.

Quand par exemple, elle touche à la sécurité nationale et vise une nation alliée pratiquement aussi importante que la France, la **Corée du Sud**, pays devenu concomitamment démocratique et douzième puissance économique mondiale.

Pour « économiser » les 3,5 milliards de dollars (soit, pour se faire une idée, l'équivalent d'à peine un tiers du budget de fonctionnement de la ville de Paris) que lui coûte **l'accord de libre-échange KORUS** liant les Etats-Unis à la Corée du Sud, l'administration Trump ne semble pas avoir craint de voir Séoul en représailles, remettre en cause le déploiement sur son sol du **Special Access Programm** et du **THAAD (Terminal High Altitude Area Defense)**, ce dispositif en capacité de détecter en sept secondes un tir de missile nord-coréen, nucléarisé ou pas, là il faut 15 minutes au système antibalistique actuel basé en Alaska pour réaliser la même prouesse. Quand on sait que 38 petites minutes suffiraient à un missile intercontinental tiré depuis Pyongyang pour atteindre Los Angeles, on perçoit très vite l'abîme vers laquelle l'intransigeance pour l'intransigeance nous conduit.

Hélas, cette inconséquence ne se trouve en rien cantonnée au seul et lointain Extrême-Orient. **Avec Trump, les Etats-Unis se désengagent de tout.** Absolument de tout, même du graal de la non-prolifération nucléaire, le sacro-saint Traité sur les Forces Nucléaires de Portée Intermédiaire (**Traité FNI**), œuvre commune de Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev en 1987, préservée, renforcée et amplifiée par tous leurs prédécesseurs sans exception (précisément à travers les traités START en 1991, SORT en 2002 et NEW START en 2010) qui permit de réduire de 80% l'arsenal atomique par rapport à la puissance de destruction atteinte par les deux grands au milieu des années quatre-vingt. Poutine n'attendait que cela pour rééquiper la Russie ; Trump le lui a offert sur un plateau.

## *Le terreau de la résurgence d'Al-Qaeda et Daech*

Ce détricotage en règle s'établit au mépris de l'anarchie généralisée que le désengagement américain peut provoquer, tout particulièrement dans la poudrière que représente aujourd'hui le Proche-Orient islamisé.

Jugés trop coûteuses, la présence des 8.600 GIs encore déployés en Afghanistan et celle des 3.000 américains (militaires et diplomates) présents en Irak se trouvent ouvertement dans le viseur de l'administration Trump. Pour ce qui est de l'Irak, nous n'en sommes pour l'instant qu'au stade des effets d'annonce, pressions diplomatiques et menaces de départ. Mais dans le dossier afghan, ces menaces sont désormais passées au stade de l'exécution, Washington ayant convenu de retirer l'intégralité de ses troupes pour la mi-2021, par le biais de l'accord de Doha conclu en février 2020 avec... les talibans ! Oui les talibans, les disciples du Mollah Omar !

**L'Amérique qui estime que les affaires afghanes et irakiennes ne la concernent plus, nous avons vu assez clairement ce que cela pouvait donner : Al-Qaeda** faisant dès 1996 de l'Afghanistan des talibans sa base armée, pour fomenter les attentats de 11 septembre 2001 (non-intervention de l'administration Clinton sur la période 1996-2000), naissance de **Daech** dans le no man's land qu'était devenu un Irak abandonné à lui-même (retrait total des forces américaines en 2010 accéléré par l'administration Obama).

Face à la progression djihadiste, Obama dut d'ailleurs bien vite se rendre à l'évidence et faire machine-arrière, en renvoyant ses troupes de toute urgence en août 2014 empêcher l'émergence en terre mésopotamienne de l'Etat islamique version al-Baghdadi, qui – rappelons-le – revendiqua entre autres, la tuerie parisienne du 13 novembre 2015 (129 morts), preuve s'il en est des conséquences très



concrètes et mortifères que peuvent avoir sur notre sol en France, les ratées de ces engagements extérieurs occidentaux qui nous paraissent, à première vue, si loin de nous.

De grâce, au nom de la sécurité de nos enfants, ne renouvelons pas à nouveau cette erreur funeste !

Si l'interventionnisme américain préventif et guerrier façon George W Bush a montré à quel point il pouvait virer à la catastrophe, le désengagement brutal de régions où se joue notre sécurité intérieure – pas uniquement celle des Etats-Unis, celle de toutes les nations de l'Occident libre France incluse – s'avérera pire : **le chaos sécuritaire absolu** au moment où la crise sanitaire, économique, sociale et morale engendrée par le Covid-19 est en train de lézarder les derniers fondements de la confiance qui a permis jusqu'à présent aux Américains et Européens de se sortir de toutes les crises.

### *Revenir à l'ardeur de la puissance raisonnée*

En 2020, le temps n'est plus à chercher à faire des économies de boutiquiers, mais à se mettre en ordre de bataille pour gagner dans l'unité **la nouvelle guerre froide qui s'annonce face à la Chine**.

Ni les postures velléitaires, ni les outrances verbales, ne nous seront d'une quelconque aide dans ce qui s'apparente probablement au défi du siècle, et auquel nous devons faire face quoi qu'on en pense.

Ce n'est pas avec une Amérique en miettes, une Amérique gangrénée de l'intérieur par ses affrontements intercommunautaires, une Amérique qui pleure ses morts d'une pandémie qu'elle se révèle dans les faits incapable de maîtriser seule, que nous y parviendrons.

Non, nous nous relèverons grâce à l'Amérique retrouvant raison et entreprenant de la sorte les actions indispensables à la régénéscence de sa vigueur, qui fera que demain sa voix redeviendra audible dans le concert des nations.

Un homme a dans un passé récent, réussi depuis le Bureau ovale un exploit qui paraissait initialement aussi insurmontable. Il s'appelait Ronald Reagan. Avec le sourire propre aux vrais optimistes de combat, **Reagan est lui parvenu dans les faits à *Make America Great Again***. Recouvrer un rythme de quatre pourcents de croissance économique en moyenne annuelle pendant dix ans (1982-1992) et terrasser l'ogre soviétique sans que ne soit versée une seule goutte de sang : voilà des résultats tangibles que l'on peut considérer rationnellement et objectivement parlant, comme émanant d'un *strong leadership*, à mille lieues de la promesse électorale non tenue de son lointain, très lointain, successeur républicain. Cette approche a réussi à l'Occident d'hier. Alors pourquoi s'avérerait-elle demain inopérante et impossible à mettre en œuvre ?

Alors bien évidemment, nul ne sait si un Joe Biden peut être à la hauteur d'une tâche de cette ampleur. Et surtout, **ce choix appartient exclusivement aux citoyens des Etats-Unis d'Amérique et à personne d'autre**. Eux seuls offriront à l'un des deux finalistes, le sésame des 270 grands électeurs ouvrant les portes de la Maison Blanche, seule et unique source de légitimité qu'il conviendra de respecter à la lettre, quel que soit le vainqueur et aussi perfectible soit ce système en place depuis l'élection de George Washington en 1789.

Néanmoins, ce choix, parce qu'il intervient à un moment charnière de notre histoire, nous concerne tous, d'Anchorage Alaska à Nicosie République de Chypre.



Pour voir la vidéo de la chronique

Accès direct à la vidéo par flashcode

<http://www.stephane-jacquemet.com/trump-ou-illusion-devastatrice-du-fake-leadership/>



**Date de publication**

Dimanche 1<sup>er</sup> novembre 2020

**A propos de Stéphane Jacquemet**

Entrepreneur, Stéphane Jacquemet porte un regard libre sur les affaires de la cité. Depuis 2016, il développe à travers son site Internet un espace éditorial de réflexion en vue d'une gouvernance publique efficiente.

**Contact - 01 72 28 54 90 - [contact@stephane-jacquemet.com](mailto:contact@stephane-jacquemet.com) - <http://www.stephane-jacquemet.com>**